

---

volonté de l'instaurer. Je soutiens même qu'une orientation graduelle des politiques canadiennes dans cette voie serait tout à fait compatible avec la poursuite de nos autres objectifs nationaux. J'irai même plus loin: à mon avis, cette évolution faciliterait grandement la réalisation de certains de ces objectifs, comme par exemple la diversification de nos relations commerciales et l'atténuation des disparités régionales. Car enfin, l'est du Québec et les provinces de l'Atlantique sont beaucoup plus proches de l'Afrique et de l'Amérique latine que le sud-ouest de l'Ontario; de sorte que ces régions moins développées tireraient partie de nouveaux facteurs de localisation industrielle, si jamais les échanges commerciaux du Canada s'orientaient davantage vers ces marchés d'outre-mer. De même, les provinces de l'Ouest profiteraient incontestablement d'une expansion de nos marchés en Asie.

En conclusion, je voudrais cependant souligner que, quels que soient les nouveaux aménagements financiers et commerciaux qui pourraient être mis en place par la communauté internationale dans les années à venir, un effort considérable d'aide au développement s'imposera toujours. En effet, même les meilleurs aménagements ne pourront jamais épouser parfaitement les circonstances et les besoins particuliers à chaque pays; et nous ne pouvons nous attendre non plus à ce que les bénéfices économiques de ces aménagements puissent être répartis équitablement entre tous les pays en voie de développement. Le pétrole, par exemple, est et demeurera un produit de base de plus grande valeur que le minerai de fer ou le cacao. Le pouvoir de marchandage de certains pays producteurs de matières premières sera toujours plus grand que celui d'autres pays parce que certaines ressources sont physiquement concentrées dans un plus petit nombre de pays; et, bien sûr, la dotation en ressources de bien des régions du monde est assez maigre, en regard de la population qui vivent dans ces régions, de sorte que leur développement exigera des apports extérieurs plus importants qu'ailleurs. En conséquence, quelles que soient les transformations que l'on apportera à l'économie mondiale, les pays les plus prospères devront maintenir des programmes d'aide au développement. Sans doute, n'est-ce pas la solution des problèmes du Tiers-Monde; mais c'est certainement un facteur essentiel dans l'équation du développement. On pourrait, à vrai dire, comparer le rôle des programmes internationaux d'assistance à celui des paiements de péréquation et des autres subventions fédérales au sein de la fédération canadienne: ils visent à ce que tous les peuples de la communauté internationale, sans égard à l'ampleur de leurs ressources propres, jouissent d'un niveau de vie convenable, par référence aux valeurs communes à toute l'humanité.

A ce propos, je dois dire que je suis très préoccupé par la stagnation récente du volume de l'aide au développement consentie par des

---